TL 3576

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

REQUÊTE

INTRODUCTIVE D'INSTANCE

enregistrée au Greffe de la Cour
le 22 février 1991

TIMOR ORIENTAL

(PORTUGAL c. AUSTRALIE)

INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE

APPLICATION

INSTITUTING PROCEEDINGS

filed in the Registry of the Court
on 22 February 1991

EAST TIMOR

(PORTUGAL *v.* AUSTRALIA)

1991
Rôle général
n° 84

REQUÊTE DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE

Agissant sur instructions de son gouvernement, le soussigné, ambassadeur de la République portugaise auprès du Gouvernement de S. M. la reine des Pays-Bas, se référant aux déclarations par lesquelles la République portugaise et le Commonwealth d'Australie ont accepté la juridiction de la Cour comme il est prévu au paragraphe 2 de l'article 36 de son Statut, a l'honneur de soumettre à la Cour internationale de Justice, conformément à l'article 40 de son Statut et à l'article 38 de son Règlement, une requête introductive d'instance au nom du Portugal contre le Commonwealth d'Australie en l'affaire ci-après, relative à certains agissements de l'Australie se rapportant au Timor oriental.

I. Objet du différend

1. Le différend porte sur l'opposabilité à l'Australie :

a) des devoirs et délégation de pouvoirs du Portugal en tant que puissance administrante du Territoire du Timor oriental ; et
b) du droit du peuple du Timor oriental à disposer de lui-même, ainsi que des droits y attenants (droit à l'intégrité et à l'unité territoriale et souveraineté permanente sur ses richesses et ses ressources naturelles).

Le Portugal soutient qu'en sa qualité de puissance administrante, au sens de l'article 73 de la Charte, il assume un service public international et que, tant que les Nations Unies ne l'en ont pas déchargé, il est investi de semblables devoirs et compétences, qui restent, ainsi que les droits du peuple du Timor oriental, opposables *erga omnes*, en particulier vis-à-vis de tous les Etats Membres des Nations Unies, et donc de l'Australie.

2. Le différend est né des actes, rapportés ci-après, par lesquels l'Australie a méconnu, au jugement du Portugal, tout au moins l'obligation de respecter les devoirs et les compétences de la Puissance administrante mentionnés au paragraphe précédent et, du même coup, le droit du peuple du Timor oriental à disposer de lui-même et les droits y attenants ainsi que l'article 25 de la Charte, l'Australie ayant de la sorte engagé sa responsabilité internationale, tant à l'égard du peuple du Timor oriental que du Portugal.

Succinctement, ces agissements se concrétisent par la négociation et la conclusion, par l'Australie, avec un Etat tiers, d'un accord portant sur l'exploration et l'exploitation du plateau continental dans la zone du « Timor Gap », ainsi que par la négociation, poursuivie à ce jour, avec ce même Etat tiers, de la délimitation de ce même plateau.

3. Par ailleurs, en excluant de négocier avec le Portugal, seul mandataire légal du peuple du Timor oriental jusqu'à son autodétermination, l'Australie a, de surcroît, enfreint une obligation générale de négocier avec l'Etat compétent sur les matières d'intérêt commun et l'obligation particulière de négocier avec cet Etat sur les questions se rapportant aux espaces maritimes concernant directement le Timor oriental.

1991
General List
No. 84

APPLICATION OF THE REPUBLIC OF PORTUGAL

[Translation]

Acting on instructions from his Government, the undersigned, Ambassador of the Portuguese Republic to the Government of Her Majesty the Queen of the Netherlands, referring to the Declarations by which the Portuguese Republic and the Commonwealth of Australia have accepted the jurisdiction of the Court in accordance with the provisions of Article 36, paragraph 2, of its Statute, has the honour to submit to the International Court of Justice, in accordance with Article 40 of its Statute and Article 38 of the Rules of Court, an Application by Portugal instituting proceedings against the Commonwealth of Australia in the case set forth below, concerning certain activities of Australia with respect to East Timor.

I. Subject of the Dispute

1. The dispute relates to the opposability to Australia:

(a) of the duties of, and delegation of authority to, Portugal as the administering Power of the Territory of East Timor; and
(b) of the right of the people of East Timor to self-determination, and the related rights (right to territorial integrity and unity and permanent sovereignty over natural wealth and resources).

Portugal maintains that, in its capacity of administering Power within the meaning of Article 73 of the Charter, it is performing an international public service and that, so long as the United Nations has not discharged it from this responsibility, it is invested with the corresponding duties and powers, which continue to be opposable, as do the rights of the people of East Timor, *erga omnes*, and in particular to all the member States of the United Nations, and hence to Australia.

2. The dispute has arisen from the actions, recounted below, by which Australia has, in the view of Portugal, failed to observe, at the least, the obligation to respect the duties and powers of the administering Power as mentioned in the preceding paragraph, the right of the people of East Timor to self-determination and the related rights, and Article 25 of the Charter; Australia by so doing has incurred international responsibility vis-à-vis both the people of East Timor and Portugal.

Those activities, shortly stated, have taken the form of the negotiation and conclusion by Australia with a third State of an agreement relating to the exploration and exploitation of the continental shelf in the area of the "Timor Gap" and the negotiation, currently in progress, of the delimitation of that same shelf with that same third State.

3. Moreover, by excluding negotiations with Portugal, which alone is legally empowered to represent the people of East Timor until its self-determination, Australia has, in addition, contravened a general obligation to negotiate with the competent State on matters of common interest and the specific obligation to negotiate with that State on questions relating to the maritime areas of direct concern to East Timor.

II. Compétence de la Cour

4. La Cour est compétente pour connaître du différend qui lui est soumis du fait que le Portugal et l'Australie ont tous deux accepté la juridiction obligatoire de la Cour, conformément au paragraphe 2 de l'article 36 de son Statut, sans aucune réserve pertinente au regard de la présente requête.

III. Exposé des faits

A. Le statut du Timor oriental

5. Le Territoire du Timor oriental correspond à la partie est de l'île de Timor, située en Océanie.

Le Territoire comprend encore l'île d'Atauro, au nord, l'îlot de Jaco, à l'est, et l'enclave de Oé-Cusse, dans la partie occidentale de l'île de Timor.

Les points terminaux de la frontière terrestre sont, respectivement, de latitude 8° 57′ 55,2″ sud et longitude 124° 56′ 38,4″ est et de latitude 9° 27′ 05,7″ sud et longitude 125° 05′ 27,4″ est. Le point le plus oriental du Territoire (dans l'îlot de Jaco) est de longitude 127° 20′ 30″ est.

La côte sud du Timor oriental fait face à la côte australienne, la distance entre les côtes étant approximativement de 430 kilomètres et celle entre les lignes de base étant toujours inférieure à 400 milles marins.

6. Historiquement, le Timor oriental fut, dès le XVI[e] siècle, une colonie portugaise. Durant ce siècle-là, la partie occidentale de l'île tomba sous la domination hollandaise et constitua, avec l'ensemble des îles voisines, les Indes orientales néerlandaises.

Le traité du 20 avril 1859, entre le Portugal et les Pays-Bas, dont les ratifications furent échangées le 23 août 1860, définit la frontière terrestre séparant le Timor oriental du Timor occidental. La détermination du territoire terrestre du Timor oriental découle aussi de la convention luso-néerlandaise de Lisbonne, et de sa déclaration annexe, des 10 juin et 1[er] juillet 1893 (ratifications échangées le 31 janvier 1894), ainsi que de la convention de La Haye du 1[er] octobre 1904 (ratifications échangées le 29 octobre 1908).

Suite à son indépendance, en 1954, l'Indonésie est devenue l'Etat voisin du Territoire du Timor oriental.

7. Dans le cadre des Nations Unies, et du point de vue de son droit, le Timor oriental fut, dès la résolution de l'Assemblée générale 1542 (XV), en date du 15 décembre 1960, qualifié comme *territoire non autonome*, son peuple ayant droit de libre disposition. Le Portugal a reconnu cette qualification et ce droit en 1974, d'abord, sur le plan interne, par la loi constitutionnelle 7/74, du 27 juillet, et, par la suite, sur le plan international, par le biais d'un mémorandum, ayant date du 3 août, que le Gouvernement portugais remit au Secrétaire général des Nations Unies.

8. Après la révolution qui a eu lieu au Portugal le 25 avril 1974, des mouvements politiques locaux s'organisèrent au Timor oriental[1], les rapports entre

---

[1] Nommément l'UDT: « União Democrática Timorense » (Union démocratique timoraise), le FRETILIN: « Frente Revolucionaria de Timor-Leste Independente » (Front révolutionnaire du Timor oriental indépendant), et l'APODETI: « Associação Popular Democrática Timorense » (Association populaire démocratique Timoraise).

II. Jurisdiction of the Court

4. The Court has jurisdiction to deal with the dispute submitted to it inasmuch as Portugal and Australia have both accepted the compulsory jurisdiction of the Court, in accordance with Article 36, paragraph 2, of its Statute, without any reservation relevant to the present Application.

III. Statement of the Facts

A. The Status of East Timor

5. The Territory of East Timor corresponds to the eastern part of the island of Timor, located in Oceania.

The Territory also includes the island of Atauro, to the north, the islet of Jaco, to the east, and the enclave of Oé-Cusse in the western part of the island of Timor.

The end-points of the land frontier are, respectively, latitude 8° 57′ 55.2″ S and longitude 124° 56′ 38.4″ E, and latitude 9° 27′ 05.7″ S and longitude 125° 05′ 27.4″ E. The easternmost point of the Territory (in the islet of Jaco) lies at longitude 127° 20′ 30″ E.

The south coast of East Timor lies opposite the coast of Australia, the distance between the coasts being approximately 430 kilometres and the distance between the baselines being everywhere less than 400 nautical miles.

6. Historically, East Timor was a Portuguese colony, and had been since the sixteenth century. During that century, the western part of the island fell under Dutch domination and, along with all the neighbouring islands, constituted the Dutch East Indies.

The Treaty of 20 April 1859 between Portugal and the Netherlands, of which ratifications were exchanged on 23 August 1860, defined the land frontier between East Timor and West Timor. The definition of the land territory of East Timor also derives from the Convention of Lisbon between Portugal and the Netherlands, and from the Declaration appended to it, dated respectively 10 June and 1 July 1893 (ratifications exchanged on 31 January 1894) and from the Convention of The Hague of 1 October 1904 (ratifications exchanged on 29 October 1908).

On its becoming independent in 1954, Indonesia became the neighbouring State of the Territory of East Timor.

7. In the United Nations context, and from the standpoint of United Nations law, East Timor was, from General Assembly resolution 1542 (XV) of 15 December 1960 onwards, classed as a *non-self-governing territory*, its people having the right to self-determination. Portugal recognized that classification and that right in 1974 — first internally, by Constitutional Law 7/74 of 27 July, and then internationally, by means of a memorandum dated 3 August from the Portuguese Government to the Secretary-General of the United Nations.

8. After the revolution in Portugal on 25 April 1974, local political movements arose in East Timor[1], frequently in conflict with each other. The Portu-

[1] Specifically UDT: "União Democrática Timorense" (Democratic Union of Timor), FRETILIN: "Frente Revolucionaria de Timor-Leste Independente" (Revolutionary Front for Independence of East Timor), and APODETI: "Associação Popular Democrática Timorense" (Timorese Democratic People's Union).

eux ayant été souvent conflictuels. Les autorités portugaises ont reconnu ces organisations et ont établi avec elles, tant que possible, des consultations, concernant en particulier le processus d'autodétermination et l'avenir du Territoire.

Le résultat fut la loi constitutionnelle 7/75, en date du 17 juillet 1975, laquelle, après avoir reaffirmé le droit du peuple du Timor à l'autodétermination, avec toutes ses conséquences, l'indépendance y comprise, conformément aux résolutions pertinentes des Nations Unies (art. 1), commettait la définition de l'avenir politique du Territoire à une assemblée populaire représentative du peuple du Territoire, élue au suffrage direct, secret et universel (art. 2). L'assemblée devait être élue en octobre 1976 (art. 3).

9. En août 1975, cependant, les divergences entre les forces politiques locales s'aggravèrent et conduisirent à une situation interne de grave conflit, sans que le Portugal fût en condition de l'empêcher. Le Gouvernement de la République portugaise déclencha une série de diligences et, vers la fin de novembre, il essayait toujours d'organiser une conférence avec les mouvements, en vue de mettre fin à la situation. Le 28 novembre, toutefois, le FRETILIN proclama l'indépendance du Territoire comme « République démocratique du Timor oriental ». Pour sa part, le MAC (Mouvement anticommuniste)[1] proclama, le 30, l'intégration du Timor oriental à l'Indonésie. Le Gouvernement portugais réagit immédiatement en refusant l'acceptation soit de la déclaration unilatérale d'indépendance, soit de celle d'intégration. Cette dernière n'a obtenu nulle reconnaissance internationale. Celle de la création d'un nouvel Etat n'a, non plus, obtenu de reconnaissances en nombre significatif et le FRETILIN, lui-même, l'abandonna, reconnaissant que le Portugal est toujours la Puissance administrante du Territoire et s'étant allié à l'UDT dans la « Convergence démocratique », qui soutient politiquement la lutte du peuple timorais en vue de son autodétermination.

Le 7 décembre 1975, les troupes indonésiennes ont envahi le Territoire du Timor oriental et l'Indonésie l'a occupé de fait, par la force armée, et l'occupe toujours, malgré la lutte armée de libération nationale poursuivie, à ce jour, par le peuple du Timor oriental.

10. Le Portugal a immédiatement saisi l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité des Nations Unies, qui se sont prononcés par leurs résolutions 3485 (XXX), du 12 décembre 1975, et 384 (1975), du 22 décembre, respectivement (voir annexe 1).

La première, en plus de *déplorer vivement* l'intervention militaire,

> « *Demande* à tous les Etats de respecter le droit inaliénable du peuple du Timor portugais à l'autodétermination, à la liberté et à l'indépendance et son droit de décider de son statut politique futur conformément aux principes de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux »,

ainsi que de « respecter l'unité et l'intégrité territoriale du Timor portugais » (par. 1 et 7).

La résolution 384 du Conseil de sécurité, à son tour,

> « *Demande* à tous les Etats de respecter l'intégrité territoriale du Timor oriental ainsi que le droit inaliénable de son peuple à l'autodétermination, conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale »

---

[1] Promu par l'APODETI.

guese authorities recognized these organizations and entered into consultations with them as far as possible, particularly with respect to the process of self-determination and the future of the Territory.

The outcome was Constitutional Law 7/75 of 17 July 1975 which, having reaffirmed the right of the people of Timor to self-determination, with all its consequences including independence, in accordance with the relevant resolutions of the United Nations (Art. 1), entrusted the definition of the political future of the Territory to a People's Assembly representing the people of the Territory, elected by universal, secret and direct suffrage (Art. 2). That Assembly was to be elected in October 1976 (Art. 3).

9. In August 1975, however, increasingly grave divergences between the local political forces led to an internal situation of serious conflict, without Portugal being in a position to prevent it. The Government of the Portuguese Republic however took a series of measures, and towards the end of November it was still trying to organize a conference with the movements, with a view to putting an end to that situation. On 28 November FRETILIN nonetheless proclaimed the independence of the Territory as the "Democratic Republic of East Timor". MAC (Anti-Communist Movement)[1], on the other hand, proclaimed the integration of East Timor into Indonesia on 30 November. The Portuguese Government reacted immediately by refusing to accept either the unilateral declaration of independence or the declaration of integration. This latter declaration obtained no international recognition. The declaration proclaiming the creation of a new State also failed to obtain any significant degree of recognition and FRETILIN itself abandoned it; it recognized that Portugal is still the administering Power of the Territory, and entered into an alliance with UDT in the "Democratic Convergence", which gives political support to the struggle of the people of Timor to achieve self-determination.

On 7 December 1975, Indonesian troops invaded the Territory of East Timor and Indonesia occupied it *de facto* by force of arms, and continues to occupy it, in spite of the armed struggle aimed at national liberation which is still being waged by the people of East Timor.

10. Portugal immediately laid the matter before the United Nations General Assembly and Security Council, each of which pronounced on it by their respective resolutions 3485 (XXX) of 12 December 1975 and 384 (1975) of 22 December 1975 (see Annex 1).

The first of those resolutions, while *strongly deploring* the military intervention,

> "*Calls upon* all States to respect the inalienable right of the people of Portuguese Timor to self-determination, freedom and independence and to determine their future political status in accordance with the principles of the Charter of the United Nations and the Declaration on the Granting of Independence to Colonial Countries and Peoples",

and to "respect the unity and territorial integrity of Portuguese Timor" (paras. 1 and 7).

Security Council resolution 384

> "*Calls upon* all States to respect the territorial integrity of East Timor as well as the inalienable right of its people to self-determination in accordance with General Assembly resolution 1514 (XV)"

---

[1] Promoted by APODETI.

et

> « *Prie* instamment tous les Etats et toutes les autres parties intéressées de coopérer pleinement avec l'Organisation des Nations Unies dans ses efforts pour apporter une solution pacifique à la situation existante et faciliter la décolonisation du territoire » (par. 1 et 4).

11. Le droit du peuple du Timor oriental à disposer de lui-même, ainsi qu'à l'intégrité et à l'unité de son territoire, fut à plusieurs reprises réaffirmé par les organes compétents des Nations Unies, qui n'ont jamais renoncé à les reconnaître.

Les résolutions pertinentes (dont le texte est joint dans l'annexe 1) sont:

— les résolutions du Conseil de sécurité 384 (1975), du 22 décembre 1975, et 389 (1976), du 22 avril 1976;
— les résolutions de l'Assemblée générale 3485 (XXX), du 12 décembre 1975, 31/53, du 1er décembre 1976, 32/34, du 28 novembre 1977, 33/39, du 13 décembre 1978, 34/40, du 21 novembre 1979, 35/27, du 11 novembre 1980, 36/50, du 24 novembre 1981, et 37/30, du 23 novembre 1982.

D'autre part, le Timor oriental a été, de façon ininterrompue, et continue d'être, inscrit sur la liste des territoires non autonomes des Nations Unies, avec l'accord de la Puissance administrante; et le « Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux » est toujours saisi de la question du Timor oriental.

12. Le Portugal, à son tour, fut et continue d'être qualifié, par les organes compétents des Nations Unies, comme la *puissance administrante* du Territoire du Timor oriental.

La qualification est explicitement faite par la résolution du Conseil de sécurité 384 (1975), du 22 décembre 1975, et par les résolutions de l'Assemblée générale 3485 (XXX), du 12 décembre 1975, 34/40, du 21 novembre 1979, 35/27, du 11 novembre 1980, 36/50, du 24 novembre 1981, et 37/30, du 23 novembre 1982.

Par ailleurs, le Comité de la décolonisation des Nations Unies, dit Comité des Vingt-quatre, considère, lui aussi, le Portugal comme la *puissance administrante* du Territoire du Timor oriental (voir annexe 1).

13. Sur le plan interne, l'article 293, paragraphe 1, de la Constitution portugaise déclare que

> « le Portugal continue d'être obligé par les responsabilités qui lui incombent, en conformité avec le droit international, de promouvoir et de garantir le droit du peuple du Timor oriental à l'autodétermination et à l'indépendance ».

14. Malgré l'occupation de fait du Territoire du Timor oriental, et des limitations, elles aussi de fait, qui en découlent, le Portugal, ainsi que l'atteste son attitude au sein des Nations Unies et ailleurs, n'a jamais renoncé, ni ne pourrait le faire, à sa qualité de puissance administrante du Territoire, comme à l'accomplissement des devoirs qui s'y trouvent rattachés. Il se considère toujours dépositaire des droits du peuple du Timor oriental, dont il lui appartient de contribuer à promouvoir, par tous les moyens à la disposition, l'exercice du droit fondamental à l'autodétermination.

C'est d'ailleurs en cette qualité juridique de puissance administrante du Territoire du Timor oriental, attributive des devoirs et pouvoirs nécessaires à

and

> "*Urges* all States and other parties concerned to co-operate fully with the efforts of the United Nations to achieve a peaceful solution to the existing situation and to facilitate the decolonization of the Territory" (paras. 1 and 4).

11. The rights of the people of East Timor to self-determination, territorial integrity and unity have on several occasions been reasserted by the competent organs of the United Nations, which have never ceased to recognize them.

The relevant resolutions (whose texts are attached in Annex 1) are:

- Security Council resolutions 384 (1975) of 22 December 1975 and 389 (1976) of 22 April 1976;
- General Assembly resolutions 3485 (XXX) of 12 December 1975, 31/53 of 1 December 1976, 32/34 of 28 November 1977, 33/39 of 13 December 1978, 34/40 of 21 November 1979, 35/27 of 11 November 1980, 36/50 of 24 November 1981 and 37/30 of 23 November 1982.

Moreover, East Timor has continuously been, and still is, included on the United Nations list of non-self-governing territories, with the agreement of the administering Power, while the "Special Committee on the Situation with regard to the Implementation of the Declaration on the Granting of Independence to Colonial Countries and Peoples" is still seised of the question of East Timor.

12. As for Portugal, it was and continues to be described, by the competent organs of the United Nations, as the *administering Power* of the Territory of East Timor.

It is explicitly so called in Security Council resolution 384 (1975) of 22 December 1975 and by General Assembly resolutions 3485 (XXX) of 12 December 1975, 34/40 of 21 November 1979, 35/27 of 11 November 1980, 36/50 of 24 November 1981 and 37/30 of 23 November 1982.

The United Nations Committee on Decolonization too, known as the Committee of 24, considers Portugal to be the *administering Power* of the Territory of East Timor (see Annex 1).

13. On the internal level, Article 293, paragraph 1, of the Portuguese Constitution declares that

> "Portugal shall remain bound by its responsibility, in accordance with international law, to promote and safeguard the right of the people of East Timor to self-determination and independence".

14. Notwithstanding the *de facto* occupation of the Territory of East Timor and the *de facto* limitations which derive from it, Portugal, as can be seen from its attitude in the United Nations and elsewhere, has never abandoned and can never abandon its status as the administering Power of the Territory, and the duties attendant upon that status. It considers itself still to be the repository of the rights of the people of East Timor, with the task of helping to promote, by all available means, the exercise of their fundamental right to self-determination.

It is moreover in that legal capacity, as the administering Power of the Territory of East Timor, by virtue of which it has the duties and powers necessary to

l'accomplissement de son service public international, que le Portugal introduit la présente requête, agissant de ce fait à la fois pour le compte et dans l'intérêt du peuple du Timor oriental et pour le sien propre (dans la mesure où le Portugal a le droit de s'acquitter de ses responsabilités envers ce peuple et à l'égard de la communauté internationale).

15. Au sein des Nations Unies, la mission mise à la charge du Secrétaire général par la résolution de l'Assemblée générale 37/30, en date du 23 novembre 1982, se poursuit actuellement, avec la collaboration du Gouvernement portugais, en vue de « rechercher les moyens permettant de parvenir à un règlement global du problème » du Timor oriental, par l'exercice du droit à l'autodétermination de son peuple.

B. Les agissements de l'Australie

16. Dans le passé, l'Australie et l'Indonésie avaient, par un accord du 9 octobre 1972, délimité le plateau continental, situé dans les zones des mers d'Arafura et de Timor, à l' ouest de 133° 23′ de longitude est. La ligne de délimitation s'arrête à un point de longitude 127° 56′ est (et de latitude 9° 28′ sud) pour ne recommencer, vers l'ouest, qu'à un point de longitude 125° 41′ est (et de latitude 10° 37′ sud). On ménage donc une sorte d'« ouverture », qui a été appelée le « Timor Gap », nom par la suite donné, par extension, à toute la zone située entre le Timor oriental et l'Australie.

L'accord du 9 octobre 1972 signifie, à lui tout seul — et c'est là son importance dans la présente affaire — la reconnaissance, par l'Australie, que la question des droits sur le plateau continental et celle de la délimitation « frontale » de celui-ci, dans la zone du « Timor Gap », ne concernaient que l'Australie elle-même et le Territoire du Timor oriental.

17. Il convient, par ailleurs, de remarquer qu'à l'égard des droits sur le plateau continental dans la zone du « Timor Gap » une divergence s'est établie, dans le passé, et se maintient toujours, entre le Portugal et l'Australie.

Le Portugal vient de notifier à l'Australie, aux termes de l'article III du protocole de signature facultative concernant le règlement obligatoire des différends, fait à Genève le 29 avril 1958, qu'il considère qu'un litige existe entre les parties à ce sujet, et il se réserve le droit d'élargir la présente demande ou d'en introduire une autre en cette matière, s'il le juge nécessaire à la sauvegarde du droit du peuple du Timor oriental à disposer de lui-même et de sa souveraineté permanente sur ses richesses et ses ressources naturelles.

18. Entre-temps, l'Australie a entrepris des négociations avec l'Etat voisin et occupant du Timor oriental au sujet de l'exploration et de l'exploitation du plateau continental dans la zone du « Timor Gap » et de l'exercice de la juridiction sur ce plateau, ainsi que de sa délimitation. Les négociations ont abouti, pour le moment, à la signature d'un accord, en date du 11 décembre 1989.

L'accord, présenté comme un arrangement provisoire de caractère pratique (en attendant le résultat des négociations en cours sur la délimitation du plateau continental dans la même zone), ayant égard uniquement à l'exploration et à l'exploitation des ressources pétrolières, mais prévoyant et réglant aussi des actes d'exercice de juridiction, prétend établir une « zone de coopération », comprenant trois aires, l'aire A au centre, l'aire B au sud (plus proche, donc, de l'Australie), l'aire C au nord (plus proche, donc, du Timor oriental), ayant les limites indiquées en annexe (annexe 2).

the accomplishment of its international public service, that Portugal is filing the present Application, thereby acting on behalf of and in the interest of the people of East Timor and at the same time on its own behalf (in so far as Portugal has the right to discharge its responsibilities to that people and to the international community).

15. Within the United Nations, the task entrusted to the Secretary-General by General Assembly resolution 37/30 of 23 November 1982 is still going forward with the collaboration of the Portuguese Government, with a view to "exploring avenues for achieving a comprehensive settlement of the problem" of East Timor, by the exercise of its people's right to self-determination.

B. The Activities of Australia

16. By an agreement of 9 October 1972, Australia and Indonesia had already delimited the continental shelf located in the areas of the seas of Arafura and Timor, to the west of longitude 133° 23′ E. The delimitation line terminates at a point located at longitude 127° 56′ E (and latitude 9° 28′ S) and only resumes, to the west, at a point located at longitude 125° 41′ E (and latitude 10° 37′ S). This accordingly leaves a kind of "opening" which has become known as the "Timor Gap" — a name later given, by extension, to the whole area lying between East Timor and Australia.

The agreement of 9 October 1972 is in itself sufficient recognition — and this is its significance in the present case — by Australia that the question of rights over the continental shelf, and that of the "frontal" delimitation of that shelf in the area of the "Timor Gap", concerned only Australia itself and the Territory of East Timor.

17. It should also be observed that, with regard to rights over the continental shelf in the area of the "Timor Gap", there has in the past been, and still is, a disagreement between Portugal and Australia.

Portugal has recently notified Australia, under Article III of the Optional Protocol of Signature concerning the Compulsory Settlement of Disputes, done at Geneva on 29 April 1958, that it considers that a dispute exists between the parties in this respect, and it reserves the right to enlarge the present Application or to file another Application on the subject, if it considers such action to be necessary in order to safeguard the right of the people of East Timor to self-determination and to exercise permanent sovereignty over its natural wealth and resources.

18. Subsequently Australia entered into negotiations with the neighbouring State — and occupying State — of East Timor with respect to the exploration and exploitation of the continental shelf in the area of the "Timor Gap", the exercise of jurisdiction over that shelf, and its delimitation. The negotiations have so far led to the signature of an agreement dated 11 December 1989.

That agreement is presented as a provisional arrangement of a practical nature (pending the outcome of the current negotiations on the delimitation of the continental shelf in the same area), and one which relates solely to the exploration and exploitation of hydrocarbon resources, but it also makes provision for and regulates certain acts of exercise of jurisdiction; it purports to establish a "Zone of Cooperation" consisting of three areas, Area A in the centre, Area B to the south (and accordingly closer to Australia), and Area C to the north (and accordingly closer to East Timor), with the boundaries indicated in the attached document (Annex 2).

Aux termes de l'accord, les aires B et C seront explorées et exploitées par chacun des Etats, l'autre recevant cependant une partie des revenus fiscaux perçus. L'aire A est une aire d'exploration, exploitation et juridiction communes, gérée par une « autorité conjointe », sous la supervision et le contrôle d'un « conseil ministériel », les deux organes étant composés de représentants des deux Etats (voir annexe 2).

19. La soi-disant « zone de coopération » et, en particulier, l'aire A se situent en plein cœur du « Timor Gap » et correspondent à des espaces qui ne peuvent relever que des droits du Timor oriental et de l'Australie.

L'aire A, en particulier, est toute comprise (ainsi que l'aire C, évidemment) dans l'espace que le Portugal réclame comme relevant des droits exclusifs sur le plateau continental correspondant au Timor oriental.

20. Dès qu'il a pris connaissance des négociations ayant abouti à l'accord précité comme de leur objet, le Gouvernement portugais opposa, à plusieurs reprises, auprès du Gouvernement australien, de vigoureuses protestations, en particulier le 19 septembre 1985, les 9 septembre et 31 octobre 1988, le 30 octobre 1989 et, postérieurement à la signature de l'accord, le 13 décembre 1989 (voir annexe 4).

Dans toutes ses protestations, le Portugal souligna le droit du peuple du Timor oriental à disposer de lui-même, ainsi que sa propre qualité de puissance administrante du territoire concerné. Il redit les devoirs et compétences qu'à ce titre il possède, tous, ainsi que les droits du peuple du Timor oriental, méconnus par l'Australie en négociant avec un Etat tiers en un domaine qui ne relève que d'elle-même et du Territoire du Timor oriental.

21. L'Australie répondit par écrit à la protestation portugaise du 31 octobre 1988, par le biais d'une note remise à l'ambassade du Portugal à Canberra le 2 novembre, en invoquant la liberté appartenant à chaque Etat de reconnaître ou de ne pas reconnaître des droits ou des situations et de traiter avec d'autres Etats, indépendamment de l'origine des acquisitions territoriales en cause.

22. Malgré les protestations portugaises, le Gouvernement de l'Australie a donc signé l'accord et s'engagea dans la procédure visant à la ratification de celui-ci.

Le Parlement australien, pour sa part, adopta le « Petroleum (Australia-Indonesia Zone of Cooperation) Act 1990 » (voir annexe 2), et, par la suite, le « Petroleum (Australia-Indonesia Zone of Cooperation) (Consequential Provisions) Act 1990 », les deux ayant pour but de « rendre possible » l'application de l'accord, en introduisant les mesures législatives internes nécessaires à cet effet.

23. Le 12 février 1991 fut publiée au journal officiel australien la proclamation du gouverneur général du Commonwealth d'Australie établissant la date du 9 février 1991 pour l'entrée en vigueur du « Petroleum (Australia-Indonesia Zone of Cooperation) Act 1990 » (voir annexe 3).

Compte tenu des termes de l'article 2 de cette loi, la proclamation signifie que l'Australie avait entre-temps ratifié l'accord du 11 décembre 1989.

Le jour même du 9 février 1991, le « conseil ministériel » prévu par l'accord se réunit, cette réunion exprimant le commencement de l'exécution de celui-là.

24. A nouveau le Gouvernement portugais opposa sa plus forte protestation, remise au ministre des affaires etrangères de l'Australie par l'ambassadeur du Portugal à Canberra le 11 février 1991 (voir annexe 4).

25. L'Australie a, par ailleurs, exclu toute négociation avec le Portugal, pourtant la Puissance administrante du Timor oriental, pour tout ce qui concerne l'exploration, l'exploitation et la délimitation du plateau continental dans la zone du « Timor Gap ».

According to the agreement, Areas B and C are each to be explored and exploited by one of the States, although the other is to receive a part of the resulting tax revenues. Area A is an area of joint exploration, exploitation and jurisdiction, administered by a "Joint Authority" under the supervision and control of a "Ministerial Council", both organs being composed of representatives of the two States (see Annex 2).

19. The so-called "Zone of Cooperation" and, in particular, Area A, is located in the heart of the "Timor Gap" and corresponds to areas over which only East Timor and Australia can have rights.

In particular, the whole of Area A and, obviously, Area C, is included in the area claimed by Portugal as being subject to the exclusive rights to the continental shelf appertaining to East Timor.

20. The Portuguese Government, as soon as it became aware of the negotiations leading up to the above-mentioned agreement, and of their object, protested vigorously to the Australian Government on several occasions, particularly on 19 September 1985, 9 September and 31 October 1988, 30 October 1989 and, after the signature of the agreement, on 13 December 1989 (see Annex 4).

In all those protests, Portugal laid emphasis upon the right to self-determination of the people of East Timor and upon its own status as administering Power of the territory in question. It reaffirmed the duties and powers which it has by virtue of that status and the rights of the people of East Timor, which Australia, by negotiating with a third State in a field that was only of concern to itself and to the Territory of East Timor, has failed to respect.

21. Australia replied in writing to Portugal's protest of 31 October 1988, by a Note delivered to the Embassy of Portugal in Canberra on 2 November, which invoked the freedom of each State to recognize or not to recognize rights or situations, and to deal with other States, regardless of the origin of the territorial acquisitions in question.

22. In spite of Portugal's protests, the Government of Australia signed the agreement and commenced the procedure for its ratification.

The Australian Parliament passed the "Petroleum (Australia-Indonesia Zone of Cooperation) Act 1990" (see Annex 2) and went on to pass the "Petroleum (Australia-Indonesia Zone of Cooperation) (Consequential Provisions) Act 1990" — the purpose of these two Acts was to "enable" the agreement to be implemented, by introducing the internal legislative measures required to that end.

23. On 12 February 1991 a Proclamation by the Governor-General of the Commonwealth of Australia was published in the Commonwealth of Australia *Gazette* fixing 9 February 1991 as the date of commencement of the "Petroleum (Australia-Indonesia Zone of Cooperation) Act 1990" (see Annex 3).

In view of the terms of Article 2 of that Act, the Proclamation signifies that Australia had, in the meanwhile, ratified the agreement of 11 December 1989.

On that very day, 9 February 1991, the Ministerial Council established by the agreement held a meeting which amounted to initiation of the performance of that agreement.

24. Once again the Portuguese Government protested in the strongest terms, in a Note handed to the Foreign Minister of Australia by the Ambassador of Portugal in Canberra on 11 February 1991 (see Annex 4).

25. Australia has in fact excluded any negotiation with Portugal — which is nonetheless the administering Power of East Timor — in relation to all aspects of the exploration, exploitation and delimitation of the continental shelf in the area of the "Timor Gap".

26. Tous les agissements rapportés aux paragraphes 18, 22, 23 et 25 précédents, à savoir, la négociation, la signature, la ratification et le commencement de l'exécution d'un accord d'exploration et d'exploitation du plateau continental dans la zone du « Timor Gap », ainsi que les lois internes y attenantes, la négociation de la délimitation de ce plateau, par ailleurs l'exclusion de toute négociation sur les mêmes objets avec le Portugal, sont, de toute évidence, directement imputables ou attribuables à l'Australie, qui en est l'auteur.

Ces agissements ont entraîné pour le peuple du Timor oriental et pour le Portugal un préjudice juridique et moral d'une particulière gravité, qui deviendra aussi matériel, si l'exploitation des ressources pétrolières commence.

IV. Les moyens de droit

27. La demande du Portugal a, tout d'abord, pour fondements:

— le droit du peuple du Timor oriental à disposer de lui-même et les droits y attenants, dont en particulier le droit à l'intégrité et à l'unité territoriale et à la souveraineté permanente sur ses richesses et ressources naturelles;
— la qualité du Portugal comme puissance administrante du Territoire du Timor oriental et les devoirs, compétences et droits que cette qualité implique (pour ce qui est des derniers, au premier chef le droit du Portugal d'accomplir les obligations qui lui incombent).

Le Portugal soutient, en effet, tant sur la base du droit de l'Organisation des Nations Unies que sur celle du droit international général, que toutes ces situations juridiques valent *erga omnes*, et nommément vis-à-vis de l'Australie, toute non-reconnaisance de la part de l'Australie étant non seulement sans pertinence, mais aussi illicite, dans la mesure où elle se convertit en méconnaissance; et que l'Australie a, du moins, l'obligation de les respecter.

28. Dans le cadre spécifique du *droit de l'Organisation des Nations Unies*, le Portugal invoque, à cet effet:

a) la *Charte* elle-même, à laquelle l'Australie et le Portugal sont parties, et particulièrement ses articles 1, paragraphe 2, 55, 56, 73 et 75 et suivants, interprétés en conformité avec la pratique des Nations Unies;
b) les actes d'application du droit émanant des organes compétents des Nations Unies, notamment les résolutions mentionnées aux paragraphes 11 et 12 de la présente requête.

29. Sur le plan du droit international général, le Portugal allègue en particulier:

a) les *principes supérieurs* de l'autodétermination des peuples, et de l'intégrité et de l'unité des territoires non autonomes, étayée et exprimée par la pratique des Etats et par de nombreuses résolutions des Nations Unies, nommément les résolutions de l'Assemblée générale 1514 (XV), du 14 décembre 1960 (Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux), 1541 (XV), du 15 décembre 1960 (Principes qui doivent guider les Etats Membres pour déterminer si l'obligation de communiquer des renseignements, prévue à l'alinéa *e)* de l'article 73 de la Charte, leur est applicable ou non), et 2625 (XXV), du 24 octobre 1970 (Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies), ainsi que par la jurisprudence internationale, particulièrement celle de la Cour internationale de Justice;

26. All the activities reported in the above paragraphs 18, 22, 23 and 25, i.e., the negotiation, signature, ratification, and the initiation of the performance, of an agreement relating to the exploration and exploitation of the continental shelf in the area of the "Timor Gap", together with the related internal legislation, the negotiation of the delimitation of that shelf and the exclusion of any negotiation on those matters with Portugal, are obviously directly imputable or attributable to Australia, the author thereof.

Those activities have caused particularly serious legal and moral damage to the people of East Timor and to Portugal, which will become material damage also if the exploitation of hydrocarbon resources begins.

IV. Legal Grounds

27. The Application by Portugal is based in the first place upon:

— the right of the people of East Timor to self-determination and the related rights including, in particular, the right to territorial integrity and unity and to permanent sovereignty over its natural wealth and resources;
— the position of Portugal as the administering Power of the Territory of East Timor and the duties, powers and rights (primarily the right of Portugal to fulfil the obligations incumbent upon it) entailed therein.

Portugal maintains, both on the basis of the law of the United Nations and on the basis of general international law, that all these legal situations are valid *erga omnes* and specifically vis-à-vis Australia, so that any non-recognition on the part of Australia is not only without relevance but is also unlawful in so far as it is translated into infringement of them; and that Australia has at least the obligation to respect them.

28. In the specific context of the *law of the United Nations*, Portugal relies in this respect upon:

(a) the *Charter* itself, to which Australia and Portugal are parties, and in particular Articles 1, paragraph 2, 55, 56, 73 and 75 *et seq.*, interpreted in accordance with the practice of the United Nations;
(b) the acts of the competent organs of the United Nations in application of that law and, in particular, the resolutions mentioned in paragraphs 11 and 12 of the present Application.

29. As regards general international law, Portugal adduces, in particular:

(a) the *higher principles* of the self-determination of peoples and the integrity and unity of non-self-governing territories, as supported and expressed by State practice and by a large number of United Nations resolutions, specifically General Assembly resolutions 1514 (XV) of 14 December 1960 (Declaration on the Granting of Independence to Colonial Countries and Peoples), 1541 (XV) of 15 December 1960 (Principles Which Should Guide Members in Determining Whether or Not an Obligation Exists to Transmit the Information Called for under Article 73 *(e)* of the Charter), and 2625 (XXV) of 24 October 1970 (Declaration on Principles of International Law concerning Friendly Relations and Co-operation among States in accordance with the Charter of the United Nations), together with the decisions of international tribunals and, in particular, the jurisprudence of the International Court of Justice;

b) le *principe* de la souveraineté permanente des peuples et des Etats sur leurs richesses et ressources naturelles, étayée et exprimée par la pratique des Etats et par plusieurs résolutions des Nations Unies, dont la résolution 1803 (XVII), du 14 décembre 1962, et la résolution 3281 (XXIX), du 12 décembre 1974;

c) le *Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels* du 16 décembre 1966 (entré en vigueur le 3 janvier 1976, ratifié par l'Australie le 10 décembre 1975 et par le Portugal le 31 juillet 1978) et le *Pacte international relatif aux droits civils et politiques*, de la même date (entré en vigueur le 23 mars 1976, ratifié par l'Australie le 13 août 1980 et par le Portugal le 15 juin 1978), et en particulier le paragraphe 1 de l'article premier de chacun d'eux, eu égard au droit de libre disposition, et le paragraphe 2 de l'article premier de chacun d'eux, concernant la souveraineté permanente.

30. Le Portugal soutient de plus que l'Australie a manqué à ses obligations d'accepter et d'appliquer les résolutions du Conseil de sécurité 384 et 389, ces obligations découlant de l'*article 25 de la Charte.*

31. De surcroît, le Portugal estime que, de par le fait mentionné au paragraphe 25 de cette requête, l'Australie a manqué à l'obligation de négocier avec le Portugal.

Pour établir cette obligation, le Portugal se fonde sur la *coutume* requérant que les Etats négocient dans des matières d'intêret commun, et, plus particulièrement, sur la *coutume* concernant la négociation en matière de délimitation, exploration et exploitation des espaces maritimes.

32. Enfin, le Portugal soutient que l'Australie, de par les faits mentionnés aux paragraphes 18, 22, 23 et 25 de la présente requête, a engagé sa responsabilité internationale, doit cesser la violation des normes internationales pertinentes et doit réparation au peuple du Timor oriental et au Portugal.

A cette fin, le Portugal s'appuie:

a) sur la *coutume* en matière de responsabilité internationale, étayée et exprimée par la pratique des Etats, par la jurisprudence internationale et par les travaux de la Commission du droit international;

b) sur les *principes généraux du droit*, tels qu'ils sont visés à l'article 38, paragraphe 1, alinéa *c)*, du Statut de la Cour internationale de Justice, nommément le principe selon lequel celui qui viole une obligation et lèse le droit ou l'intérêt protégé d'autrui doit réparation.

33. Le Portugal se réserve d'invoquer tout autre moyen de droit qu'il juge pertinent.

V. Conclusions

34. Vu les faits et les points de droit succinctement énoncés ci-dessus et sous réserve de tous arguments de fait et de droit et de toutes preuves qui seront soumis en temps utile, ainsi que du droit de compléter et d'amender les présentes conclusions,

le Portugal a l'honneur de demander qu'il

plaise à la Cour:

1) Dire et juger que, d'une part, les droits du peuple du Timor oriental à disposer de lui-même, à l'intégrité et à l'unité de son territore (tel que défini aux paragraphes 5 et 6 de la présente requête) et à sa souveraineté permanente sur

(b) the *principle* of the permanent sovereignty of peoples and States over their natural wealth and resources, as supported and expressed by State practice and by numerous United Nations resolutions, including resolution 1803 (XVII) of 14 December 1962 and resolution 3281 (XXIX) of 12 December 1974;

(c) the *International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights* of 16 December 1966 (which came into force on 3 January 1976 and was ratified by Australia on 10 December 1975 and by Portugal on 31 July 1978) and the *International Covenant on Civil and Political Rights* of the same date (which came into force on 23 March 1976 and was ratified by Australia on 13 August 1980 and by Portugal on 15 June 1978) and, in particular, Article 1, paragraph 1, of each instrument, with regard to the right to self-determination, and Article 1, paragraph 2, of each instrument, concerning permanent sovereignty.

30. Portugal moreover maintains that Australia has failed to comply with its obligations, deriving from *Article 25 of the Charter*, to accept and carry out Security Council resolutions 384 and 389.

31. In addition, Portugal considers that, by the fact mentioned in paragraph 25 of this Application, Australia has failed to comply with its obligation to negotiate with Portugal.

To establish that obligation, Portugal relies upon the *custom* that requires that States should negotiate on matters of common interest and, more particularly, upon the *custom* relating to the negotiation of issues related to the delimitation, exploration and exploitation of maritime areas.

32. Portugal maintains finally that Australia, by the facts mentioned in paragraphs 18, 22, 23 and 25 of the present Application, has incurred international responsibility, should cease from infringing the relevant international norms, and owes reparation to the people of East Timor and to Portugal.

To that end, Portugal relies upon:

(a) *custom* relating to international responsibility, as supported and expressed by State practice, by international case-law and by the work of the International Law Commission;

(b) the *general principles of law* as referred to in Article 38, paragraph 1 *(c)*, of the Statute of the International Court of Justice and, in particular, the principle whereby whoever is in breach of an obligation and infringes the right or protected interest of another is liable to make reparation.

33. Portugal reserves the right to invoke any other legal grounds which it may consider to be relevant.

V. Submissions

34. Having regard to the facts and points of law briefly stated above, and without prejudice to such arguments of fact and law and to such evidence as may be submitted in due course, and likewise without prejudice to the right to supplement and amend the present submissions,

Portugal has the honour to request that:

May it please the Court:

(1) To adjudge and declare that, first, the rights of the people of East Timor to self-determination, to territorial integrity and unity (as defined in paragraphs 5 and 6 of the present Application) and to permanent sovereignty over

ses richesses et ressources naturelles et, d'autre part, les devoirs, les compétences et les droits du Portugal en tant que puissance administrante du Territoire du Timor oriental sont opposables à l'Australie, laquelle est tenue de ne pas les méconnaître et de les respecter.

2) Dire et juger que l'Australie, du fait d'abord d'avoir négocié, conclu et commencé l'exécution de l'accord indiqué au paragraphe 18 de l'exposé des faits, ainsi que d'avoir pris des mesures législatives internes pour son application, et de négocier toujours avec l'Etat partie à cet accord la délimitation du plateau continental dans la zone du « Timor Gap », du fait ensuite d'avoir exclu toute négociation avec la Puissance administrante quant à l'exploration et à l'exploitation du plateau continental dans la même zone, du fait enfin de se proposer d'explorer et d'exploiter le sous-sol de la mer dans le « Timor Gap » sur la base d'un titre plurilatéral auquel le Portugal n'est pas partie (chacun de ces faits étant, à lui seul, suffisant):

a) a porté et porte atteinte au droit du peuple du Timor oriental à disposer de lui-même, à l'integrité et à l'unité de son territoire et à sa souveraineté permanente sur ses richesses et ressources naturelles et viole l'obligation de ne pas méconnaître et de respecter ce droit, cette intégrité et cette souveraineté;

b) a porté et porte atteinte aux compétences du Portugal comme puissance administrante du Territoire du Timor oriental, fait obstacle à l'accomplissement de ses devoirs vis-à-vis du peuple du Timor oriental et de la communauté internationale, offense le droit du Portugal à accomplir ses responsabilités, et viole l'obligation de ne pas méconnaître et de respecter ces compétences, ces devoirs et ce droit;

c) enfreint les résolutions 384 et 389 du Conseil de sécurité et, par conséquent, viole l'obligation d'acceptation et d'application des résolutions de ce Conseil imposée par l'article 25 de la Charte des Nations Unies et, plus généralement, viole les devoirs de coopération, de bonne foi, avec les Nations Unies, propre des Etats membres.

3) Dire et juger que, de par le fait d'avoir exclu et d'exclure toute négociation avec le Portugal en tant que puissance administrante du Territoire du Timor oriental, quant à l'exploration et à l'exploitation du plateau continental dans la zone du « Timor Gap », l'Australie a manqué et manque au devoir de négocier pour harmoniser les droits respectifs en cas de concours de droits ou de prétentions sur les espaces maritimes.

4) Dire et juger que, de par les violations mentionnées aux paragraphes 2 et 3 des présentes conclusions, l'Australie a engagé sa responsabilité internationale et causé préjudice, dont elle doit réparation au peuple du Timor oriental et au Portugal, sous les formes et selon les modalités qu'il appartient à la Cour d'indiquer.

5) Dire et juger que l'Australie est en devoir, vis-à-vis du peuple du Timor oriental, du Portugal et de la communauté internationale, de cesser toute violation des droits et des normes internationales visés aux paragraphes 1, 2 et 3 des présentes conclusions, et notamment, jusqu'à ce que le peuple du Timor oriental ait exercé son droit de disposer de lui-même, dans les conditions fixées par les Nations Unies:

a) de s'abstenir de toute négociation, signature ou ratification de tout accord avec un Etat autre que la Puissance administrante concernant la délimitation, ainsi que l'exploration et l'exploitation du plateau continental, ou l'exercice de la juridiction sur celui-ci, dans la zone du « Timor Gap »;

its wealth and natural resources and, secondly, the duties, powers and rights of Portugal as the administering Power of the Territory of East Timor are opposable to Australia, which is under an obligation not to disregard them, but to respect them.

(2) To adjudge and declare that Australia, inasmuch as in the first place it has negotiated, concluded and initiated performance of the agreement referred to in paragraph 18 of the statement of facts, has taken internal legislative measures for the application thereof, and is continuing to negotiate, with the State party to that agreement, the delimitation of the continental shelf in the area of the "Timor Gap"; and inasmuch as it has furthermore excluded any negotiation with the administering Power with respect to the exploration and exploitation of the continental shelf in that same area; and, finally, inasmuch as it contemplates exploring and exploiting the subsoil of the sea in the "Timor Gap" on the basis of a plurilateral title to which Portugal is not a party (each of these facts sufficing on its own):

(a) has infringed and is infringing the right of the people of East Timor to self-determination, to territorial integrity and unity and its permanent sovereignty over its natural wealth and resources, and is in breach of the obligation not to disregard but to respect that right, that integrity and that sovereignty;

(b) has infringed and is infringing the powers of Portugal as the administering Power of the Territory of East Timor, is impeding the fulfilment of its duties to the people of East Timor and to the international community, is infringing the right of Portugal to fulfil its responsibilities and is in breach of the obligation not to disregard but to respect those powers and duties and that right;

(c) is contravening Security Council resolutions 384 and 389 and, as a consequence, is in breach of the obligation to accept and carry out Security Council resolutions laid down by Article 25 of the Charter of the United Nations and, more generally, is in breach of the obligation incumbent on member States to co-operate in good faith with the United Nations;

(3) To adjudge and declare that, inasmuch as it has excluded and is excluding any negotiation with Portugal as the administering Power of the Territory of East Timor, with respect to the exploration and exploitation of the continental shelf in the area of the "Timor Gap", Australia has failed and is failing in its duty to negotiate in order to harmonize the respective rights in the event of a conflict of rights or of claims over maritime areas.

(4) To adjudge and declare that, by the breaches indicated in paragraphs 2 and 3 of the present submissions, Australia has incurred international responsibility and has caused damage, for which it owes reparation to the people of East Timor and to Portugal, in such form and manner as may be indicated by the Court.

(5) To adjudge and declare that Australia is bound, in relation to the people of East Timor, to Portugal and to the international community, to cease from all breaches of the rights and international norms referred to in paragraphs 1, 2 and 3 of the present submissions and in particular, until such time as the people of East Timor shall have exercised its right to self-determination, under the conditions laid down by the United Nations:

(a) to refrain from any negotiation, signature or ratification of any agreement with a State other than the administering Power concerning the delimitation, and the exploration and exploitation, of the continental shelf, or the exercise of jurisdiction over that shelf, in the area of the "Timor Gap";

b) de s'abstenir de tout acte relatif à l'exploration et à l'exploitation du plateau continental dans la zone du « Timor Gap » ou à l'exercice de la juridiction sur ce plateau, sur la base de tout titre plurilatéral auquel le Portugal, en tant que puissance administrante du Territoire du Timor oriental, ne serait pas partie.

35. Le soussigné a l'honneur de porter à la connaissance de la Cour que le Gouvernement portugais l'a designé comme agent aux fins de l'espèce et qu'il élit domicile à l'ambassade du Portugal à La Haye.

La Haye, le 22 février 1991.

(Signé) Francisco Manuel BALTAZAR MOITA.

Quatre annexes [1].

---

[1] Les annexes, dont certaines ont été déposées en anglais et d'autres en français, sont publiées séparément en deux versions, l'une entièrement en français et l'autre entièrement en anglais. *[Note du Greffe.]*

(b) to refrain from any act relating to the exploration and exploitation of the continental shelf in the area of the "Timor Gap" or to the exercise of jurisdiction over that shelf, on the basis of any plurilateral title to which Portugal, as the administering Power of the Territory of East Timor, is not a party.

35. The undersigned has the honour to inform the Court that the Government of Portugal has appointed him to act as its Agent for the purposes of the case and that his address for service is the Embassy of Portugal, The Hague.

The Hague, 22 February 1991.

(Signed) Francisco Manuel BALTAZAR MOITA.

Four Annexes [1].

---

[1] The Annexes, of which some were filed in English and some in French, are being published separately in two versions, one entirely in English and one entirely in French. *[Note by the Registry.]*

PRINTED IN THE NETHERLANDS